

**Intervention présentée par Chantal NAST**  
Directrice administrative, CIEC

Version originale française

La CIEC, comme vous le savez tous, s'efforce depuis plus de 50 ans de favoriser la coopération internationale en matière d'état civil, et notamment les échanges d'informations dans ce domaine. Pour traiter le thème "les carences réglementaires en matière de modifications du statut personnel et la nécessité d'un échange international d'informations consécutives aux dites modifications", il me semble opportun de procéder tout d'abord à l'inventaire des problèmes généraux qu'il faut surmonter (1) -parce que ces difficultés d'ordre général sont pour la plupart toujours présentes quand on décide de nouveaux travaux aujourd'hui-, pour présenter ensuite les Conventions internationales qui prévoient un échange automatique d'informations, et notamment la Convention n° 26 (2), avant de tenter de mettre en évidence les difficultés spécifiques qu'elles soulèvent (3).

**1. Problèmes soulevés par la circulation des personnes, au regard de la circulation des actes et de la compréhension des actes.**

Du point de vue du citoyen, si l'état civil d'une personne comporte des éléments internationaux, il faut que cette situation cause, à cette personne, le moins de troubles ou de soucis possibles.

L'idéal serait bien sûr d'aboutir à une unification des règles de droit matériel, ou à tout le moins, à des règles de conflits de lois qui régissent la personne et les relations de famille. Mais cet objectif est particulièrement difficile à atteindre en matière de droit de la famille, droit si profondément ancré dans l'histoire et la société d'un pays, ce qui explique que, même lorsque la CIEC a atteint ce but dans certaines conventions, ces instruments n'ont guère été ratifiés par les Etats.

**1.1. Circulation des actes.**

On peut aussi adopter une vision plus pragmatique et se dire qu'une harmonisation du droit n'est peut-être pas toujours indispensable. Après tout, est-il vraiment important pour un ressortissant espagnol, polonais ou turc qui est installé avec sa famille en Allemagne, en Italie ou aux Pays-Bas, que les règles sur la tenue de l'état civil ne soient pas exactement les mêmes dans tous ces pays ou que les procédures de divorce divergent d'un pays à l'autre?

En réalité, ce qui compte pour cette personne, c'est que, si elle doit présenter un document d'état civil dans son pays de résidence –par exemple, l'acte de naissance de l'un de ses enfants pour l'inscrire à l'école- l'extrait qui lui sera délivré par ses autorités nationales soit accepté sans trop de formalités ni de tracasseries administratives. Et inversement, si cette personne divorce aux Pays-Bas ou en France, ce qui lui importe, c'est de ne plus être considérée comme étant encore mariée en Espagne ou en Turquie.

L'essentiel pour le citoyen est que les actes et les décisions qui concernent sa personne et ses liens de famille puissent avoir une portée et une efficacité internationales. Donc, si les personnes sont appelées à circuler, il faut que les actes et les décisions qui les concernent puissent circuler également. Et c'est cette vision pragmatique que la CIEC a développée dans nombre de ses conventions qui visent à permettre la circulation des actes et des décisions.

**1.2. Reconnaissance et compréhension des actes.**

Fondamentalement aussi, pour qu'un acte puisse circuler à l'étranger et y produire effet, il faut qu'il soit reconnu dans le pays où on l'invoque, et, pour atteindre cet objectif, la CIEC a élaboré un certain nombre de conventions destinées à faciliter ou à simplifier cette reconnaissance, en prévoyant de plus une dispense de légalisation pour les documents concernés. Mais, beaucoup plus prosaïquement, pour pouvoir produire effet, même s'il est reconnu théoriquement et abstraitement, un acte rédigé dans un pays doit pouvoir être compris par l'autorité étrangère de l'autre pays, et pour cela, la CIEC a créé des instruments mettant en œuvre une technique originale pour faciliter la compréhension des actes, à savoir les formules plurilingues, sans lesquelles l'intéressé devrait avoir recours à une traduction officielle, ce qui est onéreux et peut demander un certain délai.

**1.3. Coopération entre Etats et information réciproque.**

Les efforts déployés pour la circulation des actes et leur compréhension à l'étranger présentent, comme on l'a vu, des avantages certains pour les usagers. Mais cela n'est pas suffisant si l'on veut développer une

"Die justizielle Zusammenarbeit und die Rechtssysteme in Zivilsachen. Regelungsdefizite bei statusrechtlichen Veränderungen im Familienrecht und grenzüberschreitender Informationsbedarf über entsprechende Änderungen"

coopération au niveau des Etats, si les autorités compétentes de chaque pays sont dans l'ignorance de ce qu'ont fait ou de ce que connaissent les autres autorités et ne peuvent intervenir sur ce que font ou ont fait ces dernières. Les actes établis seront reconnus mutuellement, mais s'ils ne sont pas connus, cela risque de conduire à des contradictions. De plus, il peut s'avérer nécessaire dans un certain nombre de cas de compléter, rectifier ou modifier ces actes.

Pour aller plus loin dans la coopération internationale, il fallait donc assurer une information réciproque des autorités nationales. C'est ce qui a été réalisé puisque la plupart des conventions de la CIEC comportent des dispositions par lesquelles les autorités compétentes d'un Etat membre sont tenues de fournir soit d'office, soit sur demande, des informations aux autorités d'un autre Etat.

Cette obligation d'information vient parfois en complément des dispositions principales d'une convention, dont l'information réciproque vient compléter l'efficacité (par exemple, n° 12 et 18). Mais, l'échange d'informations est aussi l'objet principal, sinon exclusif, de nombreuses conventions élaborées par la CIEC, dont certaines prévoient l'information réciproque par la délivrance de documents sur demande, soit d'une autorité (par exemple, n° 2, 14, 17, 22, 24, 27 et 28) soit d'un particulier (par exemple, n° 1, 16, 20, 21, 27 et 28), alors que d'autres prévoient un envoi automatique d'une information (par exemple, n° 3 et 23, 8, 9 et 26).

## 2. Conventions sur l'échange international d'informations en matière d'état civil.

Dans le cadre du séminaire qui nous réunit cette année à Otzenhausen, il convient sans doute de développer davantage les conventions dont l'objet est la transmission automatique d'informations en matière d'état civil, et notamment les Conventions n° 3, 23 et 26.

### 2.1. Convention n° 3 et Protocole additionnel (Convention n° 23)

Il en est ainsi tout d'abord de la Convention n° 3 concernant l'échange international d'informations en matière d'état civil, signée à Istanbul le 4 septembre 1958 et qui est en vigueur entre onze Etats (Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal et Turquie). Dans la mesure où la majorité des participants au séminaire viennent d'Etats contractants, je rappelle simplement, pour mémoire, que la Convention d'Istanbul prévoit qu'un officier d'état civil exerçant ses fonctions sur le territoire d'un Etat contractant qui dresse un acte de mariage ou de décès en donne avis à l'officier d'état civil du lieu de naissance de chaque conjoint pour le mariage, ou du lieu de naissance du défunt pour l'acte de décès.

Je rappelle aussi que la Convention n° 3 a été complétée par un Protocole additionnel (Convention n° 23), signé à Patras le 6 septembre 1989, dans le but de permettre un fonctionnement plus souple de la Convention, d'assurer la confidentialité des renseignements transmis et d'adjoindre, pour prendre en considération les souhaits des nouveaux Etats contractants, quatre autres langues (anglais, espagnol, grec et portugais) aux cinq langues (français, allemand, italien, néerlandais et turc) utilisées dans les cartes postales annexées à la Convention adoptée quarante ans auparavant. A l'exception du Luxembourg, de la Pologne, du Portugal et de la Turquie qui doivent encore la ratifier, la Convention n° 23 est en vigueur entre tous les autres Etats parties à la Convention n° 3.

### 2.2. Convention n° 26

Déjà pendant les discussions qui ont abouti au Protocole additionnel de Patras, la section turque de la CIEC avait demandé à ce que l'on élargisse l'objet de la Convention n° 3 pour étendre l'échange automatique d'informations à d'autres actes de l'état civil. Cette demande n'a pas soulevé l'enthousiasme de tous les Etats, mais des travaux ont été entrepris et ils ont abouti à la nouvelle Convention concernant l'échange international d'informations en matière d'état civil, qui porte le n° 26 dans la numérotation CIEC et qui, à terme, doit remplacer la Convention n° 3 d'Istanbul.

Signée à Neuchâtel le 12 septembre 1997 -par cinq Etats : France, Grèce, Italie, Portugal et Turquie-, la Convention n° 26 entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2004 entre la France et la Turquie, date à laquelle elle remplacera, dans les rapports entre ces deux Etats, la Convention n° 3.

#### 2.2.1. Actes concernés

La Convention n° 26 étend tout d'abord le champ d'application matériel de la Convention n° 3 puisque l'échange automatique d'informations couvre dorénavant non seulement les mariages et les décès, mais également les dissolutions du mariage et les reconnaissances, ainsi que les rectifications des actes de naissance, de mariage, de décès et de reconnaissance.

"Die justizielle Zusammenarbeit und die Rechtssysteme in Zivilsachen. Regelungsdefizite bei statusrechtlichen Veränderungen im Familienrecht und grenzüberschreitender Informationsbedarf über entsprechende Änderungen"

- La Convention n° 26 dispose que, lorsqu'un officier de l'état civil d'un Etat contractant inscrit un mariage, un divorce (ou toute autre forme de dissolution, inexistence ou annulation du mariage), un décès ou une reconnaissance dans ses registres, il en informe l'officier de l'état civil d'un autre Etat contractant qui détient l'acte de naissance et/ou l'acte de mariage de l'intéressé et, le cas échéant, de son conjoint (art. 1, 2, 3 et 4). Les communications prévues sont faites entre officiers de l'état civil dépositaires d'actes relatifs à la personne concernée et ne tiennent donc pas compte de la nationalité de celle-ci.
- En ce qui concerne la communication des rectifications, la Convention n° 26 prévoit (art. 5) l'envoi d'un extrait rectifié aux officiers de l'état civil qui détiennent d'autres actes de la personne concernée (il s'agit non seulement de la personne directement citée dans l'acte en cause mais aussi celle dont un acte de l'état civil peut être modifié ou complété par voie de conséquence). Ces dispositions complètent la Convention n° 9 relative aux décisions de rectification d'actes de l'état civil, étant rappelé que les décisions de rectification visées par ces deux Conventions sont celles qui visent à réparer une erreur matérielle et non celles qui modifient l'état de la personne.

### 2.2.2. Autorités concernées.

En ce qui concerne les autorités concernées par l'échange d'informations, il convient de souligner que la Convention n° 26 présente aussi une extension par rapport à la Convention n° 3. La nouvelle Convention concerne l'ensemble des officiers de l'état civil d'un Etat contractant, alors que la Convention n° 3 ne concernait que les officiers territoriaux de ces Etats. Elle inclut donc les agents diplomatiques et consulaires qui exercent une fonction d'officier de l'état civil.

### 2.2.3. Modèles uniformes.

Enfin, la Convention n° 26 procède à l'échange d'informations par l'envoi de 8 formules uniformes qui sont annexées à la Convention. Par rapport aux formules annexées à d'autres conventions, ces modèles sont à la fois simplifiés, et plus complets parce qu'ils comportent davantage d'énonciations et de renseignements. Les avis ou extraits ne sont plus plurilingues -ils ne comportent donc plus toutes les traductions dans les différentes langues étrangères, qui occupaient beaucoup d'espace sur les formulaires et étaient souvent source d'erreurs d'écriture- mais ils sont rédigés uniquement dans la langue de l'autorité de délivrance, chacune des énonciations étant munie d'un code issu de la Convention n° 25, signée à Bruxelles le 6 septembre 1995.

La présentation retenue pour les formules annexées à la Convention n° 26 et le codage des énonciations qu'elles contiennent doivent en principe faciliter la circulation et la compréhension des documents, notamment parce que ces documents peuvent ainsi bénéficier des progrès de l'informatique et des nouvelles technologies pour l'échange d'informations. Les nouvelles formules peuvent être intégrées plus facilement dans des programmes informatiques, ce qui devrait aussi permettre, à terme, une traduction automatique et quasi instantanée du document étranger, dès lors que toutes les énonciations et leurs codes sont introduits dans ces programmes.

## 3. Problèmes spécifiques posés par les Conventions sur l'échange international d'informations en matière d'état civil.

Ceci étant, l'élaboration d'une convention sur l'échange international d'informations pose de nombreux problèmes spécifiques, de nature très variée.

3.1. Le premier problème de l'échange automatique d'informations est lié à l'organisation même des services de l'état civil dans les divers pays et à l'intérêt plus ou moins grand que cette organisation manifeste pour une mise à jour des actes différents qui concernent une même personne. Cela est vrai pour les actes nationaux, mais cela est encore plus évident dès lors qu'il s'agit d'actes étrangers.

Il y a d'abord un Etat membre de la CIEC –le Royaume-Uni- qui ne met aucun acte à jour, que l'événement ou la décision émane de son territoire ou de l'étranger. Il n'a donc aucun intérêt à recevoir des informations étrangères, ni de ce fait à en envoyer à l'étranger puisque cela représenterait pour ses officiers de l'état civil une charge unilatérale de travail très importante.

Les autres pays membres de la CIEC mettent des actes à jour. Mais, là aussi, la mise à jour intervient selon des systèmes différents:

- certains pays (par exemple, France, Croatie, Espagne, Italie) centralisent sur un seul acte -l'acte de naissance- toutes les informations d'état civil qui concernent une même personne;

"Die justizielle Zusammenarbeit und die Rechtssysteme in Zivilsachen. Regelungsdefizite bei statusrechtlichen Veränderungen im Familienrecht und grenzüberschreitender Informationsbedarf über entsprechende Änderungen"

- d'autres pays centralisent sur un registre de famille toutes les informations concernant les membres d'une même famille (Turquie);
- d'autres pays encore, ne connaissent pas de centralisation sur un acte ou un registre, mais inscrivent sur l'acte de naissance toutes les informations ultérieures concernant la filiation et le décès de l'intéressé, et sur l'acte de mariage les décisions relatives au lien conjugal ou à sa dissolution.

Mais, il faut préciser de suite aussi que, même si la mise à jour des actes nationaux se fait le plus souvent de manière automatique quand un autre acte établi sur le territoire national doit faire l'objet d'une annotation ultérieure, il n'en est pas de même s'agissant d'un acte établi à l'étranger ou même d'une décision nationale, de divorce par exemple. Dans ces derniers cas, la transcription ou la mise à jour des actes est le plus souvent faite sur demande des intéressés, même longtemps après, et peu d'Etats prévoient une obligation en ce sens. Et lorsque la transcription ou l'inscription de l'acte étranger est demandée, celle-ci est faite tantôt au lieu du domicile ou du dernier domicile, tantôt dans un registre spécial tenu dans un service particulier, qui est le plus souvent dans la capitale du pays ou à Nantes en France.

On voit donc que, même lorsque les pays mettent les actes à jour, et qu'ils sont en principe intéressés par des informations provenant de l'étranger, ils n'ont pas toujours et dans tous les cas le même intérêt, en raison de leur système national de tenue de l'état civil: cet intérêt est très variable selon l'événement ou la décision concernés et selon l'acte qu'ils détiennent.

**3.2.** Un deuxième problème a trait aux **informations qui doivent faire l'objet d'une communication automatique**. On se heurte là aussi à des difficultés.

Parfois, c'est une objection de principe, certains pays estimant qu'il revient aux intéressés de communiquer les changements intervenus à l'étranger et que les informations d'état civil ne doivent pas être transmises automatiquement parce qu'elles concernent des données privées. Ces Etats ne sont donc pas en faveur d'un accord international, et s'ils connaissent un échange automatique d'actes de l'état civil, ils réservent cet échange à des relations bilatérales et le limitent à certains actes.

Parfois, l'objection est plus sélective: on refuse la transmission automatique de tel ou tel acte particulier ou de telle décision, ou on n'est pas intéressé à recevoir telle ou telle information, parce qu'elle ne présente pas d'intérêt dans son propre système de tenue de l'état civil. Or, pour une Convention internationale sur l'échange automatique, il faut évidemment trouver un accord sur les informations qu'il convient d'échanger, et retenir les informations qui sont de nature à intéresser la majorité des pays.

Lorsque le compromis sur la nature des informations à transmettre est trouvé, il reste encore à élaborer le modèle uniforme qui servira pour l'échange d'informations et à s'accorder sur les énonciations qui vont y figurer. Cela n'est pas non plus sans soulever des difficultés en raison de dispositions législatives divergentes. Ainsi, telle législation nationale ne prévoit pas ou même interdit certaines mentions (par exemple, l'indication des noms des parents dans certains documents italiens) alors que de telles énonciations sont indispensables pour d'autres pays. D'autres législations nationales (Belgique et Pays-Bas) engendrent l'impossibilité, dans un certain nombre de cas, de renseigner des rubriques prédéterminées parce que les mots utilisés sont sexués (comme père, mère, mari, époux, conjoint, femme, épouse, conjointe) et souhaiteraient les remplacer par des termes neutres, ce que d'autres pays ne veulent pas accepter, ou ne peuvent pas accepter parce qu'il n'existe pas, dans leur langue, de terme neutre.

**3.3.** Une fois que le consensus quant aux informations à échanger est atteint, se pose un troisième problème, qui est celui de la **détermination des destinataires de l'information**, étant souligné que, si on multiplie les informations qui sont à transmettre de manière automatique, on multiplie aussi les destinataires et les envois, avec les difficultés qui peuvent en résulter dans la pratique.

Beaucoup de conventions de la CIEC prévoient un échange d'informations directement entre les officiers de l'état civil et, pour les conventions n° 3 et 26, on a privilégié l'officier de l'état civil qui a dressé l'acte de naissance et celui qui a dressé l'acte de mariage, parce qu'il a été estimé que ces destinataires là étaient les plus intéressés. Or, si le but recherché est atteint dans les pays qui connaissent un système de centralisation des informations sur l'acte de naissance d'une personne, on doit aussi constater que ces deux officiers de l'état civil ne sont pas les meilleurs destinataires dans tous les cas et dans tous les pays.

Quelques exemples: en Turquie, l'envoi devrait systématiquement être adressé à l'officier de l'état civil qui détient le registre de famille, parce que c'est ce dernier qui est seul mis à jour; la Hongrie aurait une préférence pour les autorités consulaires; et la Belgique est davantage intéressée à recevoir des informations pour les personnes qui vivent en Belgique et ne voit guère l'utilité de recevoir au lieu de

naissance des informations concernant le mariage ou sa dissolution, surtout si l'intéressé ne vit plus en Belgique.

Or, si l'information n'est pas transmise au bon destinataire, l'échange n'atteint pas le but recherché et les informations transmises sont perdues. On pourrait bien sûr imaginer que les Etats prennent des dispositions pour que l'officier de l'état civil transmette à son tour les données à un autre collègue qui pourrait les utiliser, mais il faudra sans doute qu'à l'avenir, plutôt que de prédéterminer les destinataires de manière uniforme, chaque Etat indique l'autorité spécifique qui sera le destinataire le plus approprié pour recevoir telle ou telle information.

3.4. Un dernier problème que l'on peut soulever est celui de [l'utilisation des informations](#) reçues. Il se pose pour plusieurs conventions, mais prend davantage de relief dans le cas des Conventions sur l'échange international d'informations. En effet, à quoi sert un échange automatique d'informations si le destinataire ne peut tenir compte de l'information reçue?

Or, certaines législations prévoient que telle ou telle mise à jour n'est pas faite d'office, mais seulement sur demande des intéressés. Certaines législations prévoient en outre que des actes ou des décisions étrangers ne peuvent donner lieu à une inscription sans un jugement émanant d'un tribunal de son Etat et constatant la régularité au regard du droit de cet Etat de l'acte à inscrire. Ainsi, l'envoi en cas de divorce d'un avis de dissolution du mariage, prévu à l'article 2 de la Convention n° 26, ne permettra pas à l'officier destinataire d'inscrire ce divorce. Il exigera dans tous les cas la production du jugement de divorce, accompagné le cas échéant du certificat prévu par le règlement "Bruxelles II" ou, à défaut et dans certains Etats de la CIEC, d'une décision d'exequatur de ce jugement. De même, l'officier de l'état civil destinataire d'un extrait d'acte de reconnaissance d'un enfant (art. 3) ne pourra l'inscrire sans être assuré de la validité de la reconnaissance au regard de la loi applicable (par ex., l'accord de la mère, exigé par certaines législations, a-t-il été obtenu ?). Enfin, dans certains Etats, la mention d'une rectification faite à l'étranger d'un acte de naissance (art. 5) ne pourra se faire qu'après un contrôle juridictionnel.

C'est sans doute pour ces raisons que les Etats n'ont pas pu aller jusqu'à inscrire dans le texte, tant dans la Convention n° 3 que dans la Convention n° 26, l'obligation d'inscription des informations reçues de l'étranger, en sorte que l'on retrouve dans les deux textes la même disposition, à savoir que l'information est utilisée par le destinataire conformément aux lois et règlement de son pays, et il faut alors que l'Etat destinataire donne à ses officiers de l'état civil les instructions nécessaires.

Sur ce point, j'en profite pour signaler, qu'au cours de l'année 2004, est réalisée une enquête statistique sur l'application des Conventions, notamment n° 3 et 23, et que le Secrétariat Général de la CIEC a demandé aux Etats, lors de la transmission des résultats à l'issue de la période d'enquête, de préciser l'utilisation qui est faite dans leur pays des informations reçues en application desdites Conventions (mention marginale ou ultérieure – transcription – aucune utilisation – autre utilisation).

Les informations reçues peuvent donc, selon les Etats, être utilisées pour mettre à jour un acte de l'état civil ou non. Et pour que l'échange ne soit pas inutile, il faudrait à tout le moins que les Etats qui ne procèdent pas à l'inscription automatique ou qui subordonnent une inscription à un contrôle juridictionnel ne laissent pas se perdre les informations transmises en application des Conventions n° 3 et 26 et, soit les inscrivent à titre de renseignement, soit les conservent de la façon qu'ils jugeront la plus appropriée.

On peut d'ores et déjà relever que les projets de conventions qui sont actuellement à l'étude, relatifs à la reconnaissance des noms et à la reconnaissance des partenariats enregistrés, prévoient, en l'état actuel des textes, l'inscription dans les registres du nom reconnu et des partenariats dont l'existence est reconnue.

## Conclusion

Consciente de toutes ces difficultés, mises plus particulièrement en évidence lors des discussions relatives à un état civil européen, visant à harmoniser davantage les actes et à permettre l'interopérabilité des échanges par voie électronique, la CIEC a décidé de revoir différents formulaires. C'est dans ce cadre plus général que s'inscrit un réexamen de la Convention n° 26 et de ses annexes. Les sections nationales des Etats membres de la CIEC sont actuellement invitées à faire part de leurs suggestions sur les modifications à apporter aux informations concernées par l'échange, sur les destinataires qu'il convient d'envisager et sur l'utilisation des informations reçues pour que l'échange d'informations s'avère utile. Il a déjà été convenu que la question sera inscrite à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale en mars 2005.

-----

"Die justizielle Zusammenarbeit und die Rechtssysteme in Zivilsachen. Regelungsdefizite bei statusrechtlichen Veränderungen im Familienrecht und grenzüberschreitender Informationsbedarf über entsprechende Änderungen"

## Traduction allemande

Die CIEC strebt, wie bekannt, schon seit länger als 50 Jahren danach, einen grenzüberschreitenden Informationsaustausch im europäischen Zivil-Personenstandswesen zu fördern. Bevor wir das Thema der Regelungsdefizite bei statusrechtlichen Veränderungen im Familienrecht angehen, scheint es mir sinnvoll, die häufig auftretenden Schwierigkeiten, die wir überwinden müssen, zu zeigen, weil diese Schwierigkeiten immer wieder auftauchen, wenn neue Inhalte zur Ausarbeitung stehen (1). Ich werde dann auf die internationalen Konventionen kommen, insbesondere auf das Übereinkommen Nr. 26, über den grenzüberschreitenden Informationsbedarf (2), und werde versuchen, die dadurch aufgeworfene Problematik zu schildern (3).

### 1. Schwierigkeiten bei der Aktenverständigung mit Bezug auf den grenzüberschreitenden Verkehr von Bürgern und Akten.

Wenn der Zivilstand einer Person durch im Ausland eingetretene Ereignisse geändert wird, so wünscht sich diese Person, die neue Situation so einfach wie möglich zu erleben ohne unnötige Sorgen.

Das Ideale wäre natürlich eine Vereinheitlichung der verschiedenen materiellen Rechte, oder wenigstens eine Gesetzsammlung von Konfliktregelungen im Personen- und Familienrecht. Aber dieses Ziel ist besonders schwer zu erlangen, da das Familienrecht in der Geschichte eines Landes sehr tief verankert ist. Das erklärt auch warum es der CIEC zwar gelungen ist, einige Konventionen zur Harmonisierung des Zivilstandwesens von europäischer Mitgliedsstaaten unterschreiben zu lassen, jedoch nicht sie in eine Ratifizierung umzusetzen.

#### 1.1. Aktenverkehr.

Man kann an den Sachverhalt auch pragmatischer herangehen und behaupten, eine Vereinheitlichung des Familienrechtes sei nicht immer unentbehrlich. Ist es schließlich so wichtig für einen spanischen, polnischen oder türkischen Bürger, der sich mit seiner Familie in Deutschland, in Italien oder in den Niederlanden aufhält, dass die Zivilstandsführungsregeln nicht überall die gleichen sind? Oder, dass der Vorgang der Ehescheidung in diesen Ländern unterschiedlich ist?

Was eigentlich für ihn zählt ist, dass die Akten oder Urkunden, die er in seinem Land bekommt, in einem anderen Land auch akzeptiert werden. Wenn er beispielweise anlässlich des Schuleintrittes seines Kindes eine Urkunde vorzulegen hat, eigentlich die Geburtsurkunde, so wünscht er sich, dass der Geburtsauszug, der ihm seine Inlandsbehörde ausstellen, ohne allzu vielen Formalitäten oder Schwierigkeiten auch wo anders angenommen werden kann. Und umgekehrt, wenn er sich scheiden lässt in den Niederlanden oder in Frankreich, was für ihn wirklich nur zählt, ist dass er auch in Spanien oder in der Türkei als geschieden gilt.

Wichtig für die europäischen Bürger ist also, dass die Akten und Entscheidungen, die sich auf seine Person beziehen, eine internationale Tragweite und Effizienz haben. Wenn sich die Bürger Europas grenzüberschreitend bewegen, müssen auch die diesbezüglichen Akten und Entscheidungen entsprechend verkehren. Diese pragmatische Zielsetzung ist von der CIEC in verschiedenen Konventionen entwickelt worden um einen reibungslosen Verkehr von Akten und Entscheidungen zu ermöglichen.

#### 1.2. Annahme und Verständigung der Urkunden.

Damit eine Urkunde im Ausland akzeptiert werden kann, muss sie zunächst in dem Lande, wo sie vorgelegt worden ist, anerkannt sein. Die CIEC hat eine gewisse Zahl von Konventionen ausgearbeitet, damit die Annahme von Urkunden im Ausland vereinfacht wird. Darüber hinaus hat die CIEC die Befreiung von der Legalisierung für die davon abhängigen Dokumente vorgesehen. Viel nüchterner angesehen, setzt das Entgegennehmen einer Akte oder Urkunde im Ausland voraus, dass diese -auch wenn theoretisch und abstrakt schon anerkannt- zunächst verstanden wird. Die CIEC hat hierfür ein originales Arbeitsmittel ausgedacht und in die Praxis umgesetzt, sodass die Urkunden überall verstanden werden können, ohne offizielle Übersetzungen, ohne Geld und Zeitaufwand: es sind die mehrsprachigen Auszügen.

#### 1.3. Zusammenarbeit zwischen den Staaten und gegenseitiger Informationsaustausch.

Die Bestrebung nach einer reibungslosen Annahme und Verständigung der ausländischen Urkunden stellt wie oben geschildert viele Vorteile für die Benutzer dar. Doch ist dies nicht ausreichend, wenn man eine Zusammenarbeit auf Staatsebene entwickeln will, wenn zum Beispiel die Zivilstandbehörden eines jeden Staates nicht wissen, was die ausländischen Kollegen gemacht haben, oder was ihnen bekannt ist und deshalb keine Chancen haben, auf die vorliegenden Akten Einfluss zu nehmen oder sie bearbeiten zu können. Die allfälligen Urkunden können zwar gegenseitig anerkannt werden, wenn man aber nicht alle

"Die justizielle Zusammenarbeit und die Rechtssysteme in Zivilsachen. Regelungsdefizite bei statusrechtlichen Veränderungen im Familienrecht und grenzüberschreitender Informationsbedarf über entsprechende Änderungen"

Einträge kennt, können Widersprüche eintreten. Außerdem könnte auch der Fall sein, diese Urkunde vervollständigen, berichtigen oder ändern zu müssen.

Um die internationale Zusammenarbeit auszuweiten, wäre es deshalb erforderlich, den grenzüberschreitenden Informationsaustausch sicher zu stellen, was der Schwerpunkt in den meisten CIEC-Übereinkommen ist. Es ist darin vorgesehen, dass die Behörden eines Vertragsstaates Auskünfte den Autoritäten eines anderen Vertragsstaates auf Anfrage oder von Amts wegen verpflichtend erteilen.

Diese Verfügung über den Austausch von grenzüberschreitenden Mitteilungen gilt manchmal als Ergänzung von Hauptregeln einer Konvention, wobei der gegenseitiger Informationswechsel die Schlagkraft der Inhalte stärkt (z.B. die Konvention Nr. 12 und Nr. 18). Der Informationsaustausch ist auch oft das Haupt- wenn nicht das Alleinthema in vielen CIEC-Konventionen, die manchmal den Datenwechsel durch die Ausstellung von Urkunden vorsehen, sowohl auf Anfrage einer Behörde (Nr. 2, Nr. 14, Nr. 17, Nr. 22, Nr. 24, Nr. 27 und Nr. 28) oder eines Bürgers (z.B. Nr. 1, Nr. 16, Nr. 20, Nr. 21, Nr. 27 und Nr. 28), oder einfach durch einen automatischen Informationswechsel (z.B. die Nr. 3 und Nr. 23, Nr. 8, Nr. 9 und Nr. 26).

## 2. Konventionen über den grenzüberschreitenden Informationsaustausch im Zivil-Personenstandwesen.

Im Rahmen des 9. Seminars, das dieses Jahr uns alle hier in Otzenhausen versammelt, scheint es mir sinnvoller über die Konventionen ausführlicher zu berichten, die den direkten Datenaustausch im Zivil-Personenstandwesen zum Gegenstand haben und zwar die Konventionen Nr. 3, Nr. 23 und Nr. 26.

### 2.1. Konvention Nr. 3 und Zusatzprotokoll (Konvention Nr. 23).

Das ist zunächst der Fall für die Konvention Nr.3 über den grenzüberschreitenden Informationsbedarf im Personenstandwesen. Sie wurde in Istanbul am 04. September 1958 unterschrieben und ist in elf Ländern in Kraft getreten, nämlich in Deutschland, Österreich, Belgien, Spanien, Frankreich, Italien, Luxemburg, die Niederlande, Polen, Portugal und Türkei. Da die Mehrzahl der Teilnehmer aus diesen Ländern kommen, werde ich folgendes nur zur Erinnerung zitieren: Die Istanbul-Konvention sieht vor, dass wenn ein Standesbeamter, der sein Amt in Hoheitsgebiet eines Vertragsstaates ausübt, eine Eheschließung oder einen Sterbefall beurkundet, eine gleichartige Mitteilung an den zuständigen Standesbeamten zuschickt, der für den Geburtsort jedes einen Ehegatten (Eheschließung) oder des Verstorbenen zuständig ist.

Ich darf auch erinnern, dass die Konvention Nr. 3 von einem Zusatzprotokoll (Konvention Nr. 23 in Patras unterschrieben am 06.09.1989) vervollständigt worden ist, welches die nachstehend erwähnten Vorteile bietet: eine einfachere Umsetzung in die Praxis der vorgesehenen Regeln; eine vertraulichere Behandlung der Personendaten; eine von den neuen Vertragsstaaten erwünschte Hinzufügung in den Postkarten, die der vor 40 Jahren berufenen Konvention angehörten, von vier zusätzlichen Sprachen (d.h. Englisch, Spanisch, Griechisch und Portugiesisch), ausser den schon bestehenden fünf hinaus (Französisch, Deutsch, Italienisch, Holländisch und Türkisch). Mit Ausnahme von Luxemburg, Polen, Portugal und der Türkei, wo noch keine Ratifizierung stattgefunden hat, ist die Konvention Nr. 23 ein geltendes Gesetz in all den anderen Vertragsstaaten der Konvention Nr. 3.

### 2.2. Konvention Nr. 26.

Schon bei den Verhandlungen die zum Patras-Zusatzprotokoll geführt haben, hatte die türkische Sektion der CIEC erbeten, die Konvention Nr. 3 so auszuweiten, dass der grenzüberschreitende Informationsaustausch auch andere Personenstand-Urkunden treffen konnte. Trotz der geringen Begeisterung, mit der diesen Antrag angenommen worden war, konnte man etwas Zusätzliches ausarbeiten, nämlich die neue Konvention über den grenzüberschreitenden Informationsaustausch. Diese Konvention hat die Nr. 26 der CIEC-Bezifferung erhalten und wird zur gegebenen Zeit die Konvention Nr. 3 ersetzen.

Die Konvention Nr. 26, unterschrieben in Neuchâtel am 12. September 1997 von fünf Staaten: Frankreich, Griechenland, Italien, Portugal und Türkei, tritt am 1. Dezember 2004 zwischen Frankreich und Türkei in Kraft und wird ab diesem Datum für beide Staaten die Konvention Nr.3 ersetzen.

#### 2.2.1. Die Urkunden der Konvention Nr. 26.

Die Konvention Nr.26 weitete den materiellen Anwendungsbereich der Konvention Nr. 3 aus, da eine Informationspflicht nicht nur bei der Beurkundung von Eheschliessungen oder Sterbefällen vorgesehen ist sondern auch bei Ehe-Auflösungen und Anerkennungen, wie auch Berichtigung von Geburts- Ehe- oder Sterbeeinträgen und Anerkennungsurkunden.

- Die Konvention Nr. 26 besagt dass, der Standesbeamter, der eine Eheschliessung, eine Scheidung der Ehe (oder eine Aufhebung der Ehe, eine Nichtigerklärung der Ehe), einen Sterbefall oder eine

"Die justizielle Zusammenarbeit und die Rechtssysteme in Zivilsachen. Regelungsdefizite bei statusrechtlichen Veränderungen im Familienrecht und grenzüberschreitender Informationsbedarf über entsprechende Änderungen"

Anerkennung beurkundet, eine gleichartige Mitteilung an jenen Gebietsstandesbeamten zuschicken soll, der die Geburtsurkunde und/oder die Heiratsurkunde der betroffenen Person oder des betroffenen Ehegatten hält (Art. Nr.1, Nr.2, Nr.3 und Nr.4). Diese Mitteilungen erfolgen also zwischen Standesbeamten, welche personenbezogene Zivilakten führen ohne Berücksichtigung der allfälligen Staatsangehörigkeit des in Frage stehenden Bürgers.

- Was die Mitteilungen über Berichtigungen angeht, sieht die Konvention Nr. 26 (Art. 5) vor, dass Auszüge von den berichtigten Einträgen an die Gebietsstandesbeamten zu übersenden sind, welche auch andere Zivilakten eines Bürgers besitzen (hier spricht man nicht nur von der urkundenbezogenen Person sondern auch von der, deren Zivilstand infolge dieser Urkunde geändert oder vervollständigt werden kann). Diese Verfügung ergänzt die Konvention Nr. 9 (betreffend die Entscheidungen über die Berichtigung von Einträgen in Personenstandsbüchern), wobei daran erinnert werden muss, dass die Zielsetzung der beiden Abkommen nur in der Berichtigung eines materiellen Fehlers und nicht in der Änderung eines Personenstatus bleibt.

### 2.2.2. Zuständige Staatsbehörden.

Was nun die Staatsbehörden angeht, die zu dem internationalen Informationsaustausch gehören, so weitet die Konvention Nr. 26 den Feldbereich im Vergleich zu der Konvention Nr. 3 etwas aus.

Die neue Konvention geht die Standesbeamten eines Vertragsstaates allesamt an, während die Konvention Nr.3 nur die Gebietsstandesbeamten betraf. Dies heißt, es werden bei der Konvention Nr. 26 auch die Konsular- und Diplomatenbeamten mit einbezogen sofern diese das Amt in Personenstand-Zivilwesen übernommen haben.

### 2.2.3. Einheitliche Formulare.

Der grenzüberschreitende Informationsaustausch erfolgt unter Anwendung von 8 einheitlichen Formblättern, die der Konvention beigelegt sind. Im Vergleich zu den Formblättern anderer Konventionen, sind sie vereinfacht und vollständiger, da sie über mehr Begriffe und Daten verfügen. Die beigelegten Auszüge und Mitteilungen sind keine mehrsprachigen Formulare, sie enthalten also nicht mehr alle Übersetzungen in den verschiedenen Fremdsprachen, die viel Raum auf den Formblättern benötigten und oft viele Schreibfehler verursachten. Die angewandte Sprache ist diejenige der Behörde, welche die Urkunde ausstellt, da die darin enthaltenen Wörter eine Kodierung haben, die aus der Konvention Nr.25, die in Brüssel am 6. September 1995 unterschrieben wurde, hervorgeht.

Die Vorlage der Formblätter, die der Konvention Nr.26 beigelegt sind und die dazugehörige Kodierung sollen grundsätzlich den Verkehr und die bessere Verständigung der Urkunden fördern, auch im Hinblick auf die elektronische Datenverarbeitung der Akten und auf den zukünftigen elektronischen Austausch. Die neuen Formulare können in den modernsten elektronischen Programmen einfacher integriert werden was eine automatische, fast blitzschnelle Übersetzung der ausländischen Urkunde in absehbarer Zeit ermöglichen sollte, wenn Wörter und Kodenummern im Computer gespeichert sind.

## 3. Schwierigkeiten bei dem grenzüberschreitenden Informationsbedarf im Personenstand-Zivilwesen.

Die Ausarbeitung einer Konvention bezüglich des grenzüberschreitenden Informationsbedarfes geht nicht ohne Schwierigkeiten unterschiedlicher Art und Weise vonstatten.

3.1. Das erste Problem liegt in der **Organisierung der Dienstleistungen im Zivil-Personenstandwesen** der verschiedenen Staaten und in dessen Interesse, das grösser oder kleiner sein kann, die Fortschreibung der Zivilstandsbücher durchzuführen. Das gilt für die nationalen Akten, ist aber noch offensichtlicher bei ausländischen Akten.

Es gibt zunächst ein CIEC-Mitgliedsstaat –das vereinigte Königreich– wo keine personenbezogenen Zivilstandsbücher fortgeschrieben werden, weder im Falle von inländischen noch von ausländischen Ereignissen oder Urteilen. Es besteht also kein Interesse für diesen Staat, Mitteilungen aus den anderen Staaten zu erhalten oder Urkunden ins Ausland zu übersenden da diese Leistung eine schwere und einseitige Arbeitslast für seine Zivilstandesbeamten wäre.

Die anderen CIEC-Mitgliedsstaaten führen jedoch die Fortschreibung der Urkunden fort, aber jeder auf eigener Art und Weise:

- einige Staaten (z.B. Frankreich, Kroatien, Spanien und Italien) sehen vor, dass alle personenbezogenen Ereignisse auf die Geburtsurkunde fortgeschrieben werden;

"Die justizielle Zusammenarbeit und die Rechtssysteme in Zivilsachen. Regelungsdefizite bei statusrechtlichen Veränderungen im Familienrecht und grenzüberschreitender Informationsbedarf über entsprechende Änderungen"

- in anderen Ländern gilt es, alle Informationen bezüglich der Mitglieder einer Familie auf ein Familienregister zu sammeln (z.B. die Türkei);
- woanders noch werden alle Daten nicht auf einen einzigen Eintrag oder auf ein einziges Register zentralisiert: die Abstammung und das Ableben einer Person wird auf die Geburtsurkunde übertragen, während Ehe-Scheidungen oder Auflösungen auf die Heiratsurkunde fortgeschrieben werden.

Mann muss jedoch präzise darlegen: auch wenn die nationalen Akten meistens automatisch fortgeschrieben werden -wenn ein Personenstandsfall, in der Heimat beurkundet, mit einer späteren Anmerkung vervollständigt werden muss-, eine gleiche reibungslose Behandlung nicht passiert wenn diese Akte mit einer Anmerkung, die aus dem Ausland kommt, zu ergänzen ist; ausserdem auch nicht im Falle einer nationalen Entscheidung wie, z.B. ein Scheidungsurteil. In den letzteren Fällen erfolgt die Übertragung oder die Fortschreibung meistens auf Antrag der Betroffenen, auch noch lange Zeit nach dem Ereignis, und wenige Staaten zeigen in solchen Fällen eine automatische Fortschreibungspflicht an. Und wenn die Übertragung oder die Eintragung der ausländischen Beurkundung beantragt ist, erfolgt sie entweder am Wohnort, oder am letzten Wohnort oder in ein speziell vorgesehenes Register, das von Sonderbehörden geführt wird, was meistens in der Hauptstadt des Landes liegt oder für Frankreich die Stadtgemeinde Nantes ist.

Wir müssen also feststellen, dass auch dort wo ein theoretisches Interesse besteht, mit dem Ausland Daten auszutauschen, und die Fortschreibung der Zivilregister durchgeführt wird, schwankt jedoch dieses Interesse stark in den jeweiligen Staaten, je nach der unterschiedlichen Führung der Zivil-Personenstandbücher. Das Interesse ist also nie dasselbe und hängt von dem vorliegenden Ereignis oder Urteil ab sowie auch von dem Eintrag, den man in die eigenen Register schon vorgenommen hat.

**3.2. Eine zweite Schwierigkeit, worauf man immer wieder stößt, betrifft die [Information, die Gegenstand eines direkten Mittelungswechsels](#) ist.**

Es kann manchmal eine grundsätzliche Zurückhaltung bestehen, da in einigen Ländern die Bekanntmachung statusrechtlicher Veränderungen den Betroffenen überlassen wird oder die Mitteilungen nicht automatisch weitergeleitet werden, da es sich um persönliche Daten handelt. Diese Staaten unterschreiben deshalb kein internationales Abkommen und handeln einen Datenaustausch vorwiegend auf bilateraler Ebene mit einem beschränkten Informationswechsel aus.

Manchmal ist aber die Zurückhaltung selektiver: man verweigert die direkte Übersendung von gewissen Akten oder Entscheidungen oder man ist an einen Empfang von standesamtlichen Mitteilungen nicht interessiert weil diese für das eigene Zivil-Personenstandswesen nicht wichtig gehalten werden. Nun ist es für eine internationale Konvention aber erforderlich, sich über die Informationen zu einigen, welche für die meisten Staaten ein Interesse bieten und deshalb auch ausgetauscht werden sollten.

Sobald der Kompromiss über die Informationen, die grenzüberschreitend ausgetauscht werden sollen, gefunden ist, bleibt noch das Einvernehmen über ein einheitliches Formblatt für den Datenaustausch und deren Formulierungen offen. Mit Rücksicht auf die unterschiedlichen Gesetzgebungen geht auch dieses Verfahren nicht ohne Schwierigkeiten vonstatten. So sind bestimmte Begriffe in einigen Ländern nicht erlaubt oder sogar verboten (wie z.B. der Name der Eltern in einigen italienischen Urkunden), woanders noch sind diese Begriffe unerlässlich. Die Gesetzgebung von Belgien und Niederlande bewilligt es nicht, vorbestimmte Rubriken zu verwenden, da die darin enthaltenen Wörter geschlechtabhängig sind (wie Vater, Mutter, Mann, Gatte, Ehemann, Frau, Gattin, Ehefrau); es werden anstatt dessen neutrale Wörter gewünscht, was wiederum von anderen Ländern abgelehnt wird oder nicht akzeptiert werden kann, da es der Sprache an lexikalischer Neutralität mangelt.

**3.3. Wenn wir davon ausgehen, eine Lösung wird endlich gefunden, würde sich noch ein drittes Problem stellen, d.h. die [Bestimmung der zielgerechten Empfänger](#), an welche der grenzüberschreitender Informationswechsel gerichtet werden soll. Dabei ist es offensichtlich, dass wie sich die direkten Mitteilungen vervielfachen können, sich auch die Zahl der Empfänger und der Sendungen vervielfachen kann, mit weiteren Komplikationen.**

Viele Konventionen der CIEC haben, wie gesagt, mit dem Bedarf eines direkten Informationsaustausches unter den Zivilstandesbeamten zu tun. Für die Konventionen Nr.3 und Nr.26, werden die Standesbeamten bevorzugt, welche die Geburtsurkunde und die Heiratsurkunde verfasst haben, da man davon ausgeht, daß sie am meisten betroffen sind. Wo Änderungen oder Fortschreibungen auf die Geburtsurkunde zusammengeführt werden, ist die oben genannte Bestimmung perfekt. Jedoch nicht überall und nicht in

"Die justizielle Zusammenarbeit und die Rechtssysteme in Zivilsachen. Regelungsdefizite bei statusrechtlichen Veränderungen im Familienrecht und grenzüberschreitender Informationsbedarf über entsprechende Änderungen"

allen Fällen sind diese Standesbeamten die zweckmäßigsten Empfänger für die Zusendung von standesamtlichen Informationen.

Einige Beispiele: statusrechtliche Änderungen in der Türkei sollten dem Standesbeamten gerichtet werden, der das Familienregister führt, da dort nur dieses Register fortgeschrieben wird. In Ungarn würden eher die Konsularbehörden in Frage kommen; in Belgien ist man vielmehr an Mitteilungen von Bürgern interessiert, die in Belgien angemeldet sind, und statusrechtliche Änderungen der Ehe oder Ehe-Auflösungen werden für das Geburtsbuch nicht für wichtig gehalten, vor allem wenn die Betroffenen im Ausland leben.

Wenn also die geeigneten Empfänger nicht bestimmt werden wird der Mitteilungswechsel leider umsonst ausgeführt und die Nachrichten gehen verloren. Man könnte selbstverständlich schon denken, dass auf staatlicher Ebene schon vorgesehen und veranlasst worden ist, dass der Erstempfänger einem zweitem Kollegen die Mitteilungen weiterleitet, damit er davon Gebrauch machen kann. Es müsste aber für die Zukunft die Aufgabe jedes Staates sein, die Behörden anzuzeigen, welche für die unterschiedlichen Informationen zuständig sind, anstatt diese einheitlich vorherzubestimmen.

3.4. Ein letztes Problem kann das der **Nutzung der empfangenen Informationen** sein. Das stellt sich für mehrere Konventionen vor, wird aber bei den Konventionen die einen grenzüberschreitenden Informationsaustausch befördern, besonders relevant. Wozu soll eigentlich ein automatischer Informationsaustausch dienen, wenn der Empfänger davon keinen Gebrauch machen kann?

Nun sehen einige Gesetzgebungen zum Beispiel vor, dass die Register nicht von Amts wegen fortgeschrieben werden können, sondern auf Antrag der Betroffenen. Andere Rechtssysteme erlauben keine Eintragung von ausländischen Akten oder Urteilen wenn diese vom eigenen Gerichtshof nicht gebilligt worden sind. So wird z.B. die Mitteilung über die Auflösung einer Ehe, die im Ausland stattgefunden hat (Artikel 2 Konvention Nr. 26), nicht dem zuständigen Standesbeamten erlauben, das Ehebuch entsprechend fortzuschreiben. Er wird auf jeden Fall das Scheidungsurteil beantragen müssen zusammen mit der Urkunde „Brüssel-II“ falls notwendig oder anstatt dessen, wie in einigen CIEC-Staaten üblich, ein *Exequatur* (Vollstreckbarerklärung) dieses Urteils. Gleichfalls wird er die Anerkennung eines Kindes (Art. 3) in das Geburtsbuch erst dann eintragen können wenn die Gültigkeit dieser Anerkennung in dem Lande wo sie verfasst wurde, geprüft ist (z.B. ist die Zustimmung der Mutter, wie von einigen Gesetzgebungen vorgesehen, beigefügt worden?). Noch erlauben einige Staaten nicht, eine Anmerkung über eine im Ausland erfolgte Berichtigung einer Geburtsurkunde (Art. 5) auf das Geburtsbuch einzutragen, wenn keine gerichtliche Prüfung unternommen worden ist.

Es ist sicherlich aus diesen Gründen, dass sowohl die Konventionen Nr. 3 und Nr. 23 keine Eintragungspflicht von grenzüberschreitenden Mitteilungen bestimmen konnten und dass in beiden Texten die gleichen Verfügungen immer wieder vorkommen, wonach grenzüberschreitende Mitteilungen je nach den geltenden Normen und Gesetzgebungen der einzigen Staaten zu verwenden sind. Daher müssen die Standesbeamten entsprechende Anweisungen von den zuständigen Aufsichtsbehörden zuerst erteilt haben, damit sie von den grenzüberschreitenden Mitteilungen überhaupt Gebrauch machen können.

Diese Erwähnung gibt mir Anlass, Ihnen mitzuteilen, dass im Laufe des Jahres 2004 eine statistische Umfrage über die Verwendung der Konventionen Nr. 3 und Nr. 23 durchgeführt wird. Das Generalsekretariat der CIEC hat die Staaten ersucht, bei der Übermittlung der Untersuchungsergebnisse mitzuteilen, wie die empfangenen Informationen laut den oben genannten Konventionen gebraucht worden sind, d.h. welche grenzüberschreitende Mitteilungen berücksichtigt wurden (Randvermerke oder spätere Anmerkungen, Übertragungen, keine Verwendung, andere Verwendung).

Die empfangenen Informationen können also, je nach dem Staat, zur Fortführung der Zivilstandregister benutzt werden oder nicht. Damit dieser Datenaustausch nicht umsonst geführt wird, sollten die Staaten, wo die statusrechtliche Veränderungen aus dem Ausland erst nach einer gerichtlichen Prüfung akzeptiert werden können, Anweisung erteilen, damit die nach den Konventionen Nr. 3 und Nr. 23 empfangenen Mitteilungen abgespeichert werden und zu einem späteren Zeitpunkt zur Fortschreibung der Zivilstandregister dienen können.

Man kann schon jetzt feststellen, dass die Verfassung der Konventionsentwürfe, die zur Zeit für die Anerkennung der Namen und der eingetragenen Partnerschaften zur Ausarbeitung stehen, vorgesehen hat, dass der anerkannte Name oder die anerkannte Partnerschaft in die zuständigen Register eingetragen wird.

#### Zum Schluß

Unter Berücksichtigung aller dieser Schwierigkeiten, die anlässlich der Auseinandersetzungen um ein europäisches Zivil-Personenstandswesen, eine Harmonisierung der Urkunden und die Möglichkeit eines

"Die justizielle Zusammenarbeit und die Rechtssysteme in Zivilsachen. Regelungsdefizite bei statusrechtlichen Veränderungen im Familienrecht und grenzüberschreitender Informationsbedarf über entsprechende Änderungen"

eletronischen Informationsaustausches besonders hervorgehoben wurden, ist die CIEC zur Entscheidung gekommen, die verschiedenen Formblätter umzuarbeiten. In dieser weiteren Perspektive steht auch eine Überprüfung der Konvention Nr. 26 und deren Anlagen.

Die Nationalsektionen der CIEC-Mitgliedsstaaten sind dazu aufgefordert, Vorschläge einzureichen um den grenzüberschreitenden Informationswechsel zu verbessern, die in Frage kommenden Empfänger gezielter zu definieren und die Verwendung der ausgetauschten Mitteilungen optimal abzuwägen. Es steht schon fest, dass dieses Thema bei der nächsten Vollversammlung im März 2005 auf der Tagesordnung stehen wird.

-----

#### Traduction italienne

Come tutti sapete, da 50 anni la CIEC si sta sforzando di favorire la cooperazione internazionale in materia di stato civile, in particolare per quanto riguarda gli scambi di informazioni da stato a stato. Per trattare il tema "le carenze della regolamentazione con riguardo alle informazioni sulle modifiche di stato civile", mi sembra prima opportuno procedere ad un elenco dei problemi generali che è necessario risolvere (1) – perché queste difficoltà di ordine generale si presentano ancora oggi quando sono iniziati nuovi lavori-, per elencare poi le Convenzioni internazionali che prevedono uno scambio automatico delle informazioni, e in particolare la Convenzione n. 26 (2), prima di tentare di mettere in evidenza le difficoltà specifiche che esse sollevano (3).

#### 1. Problemi posti dalla circolazione delle persone con riguardo alla circolazione degli atti e alla comprensione degli stessi.

Dal punto di vista di un cittadino, se il suo stato civile comporta degli aspetti internazionali, bisogna che questa situazione gli rechi il minor numero di problemi possibili.

L'ideale sarebbe di arrivare ovviamente ad una unificazione delle regole in materia di stato civile, o quantomeno, unificare le regole di conflitto nello stato civile di una persona e nelle sue relazioni famigliari. È però un obiettivo particolarmente difficile da raggiungere in materia di diritto di famiglia, trattandosi, nel caso del diritto di famiglia, di normative profondamente ancorate nella storia e nella società di un paese. Questo lo vediamo allorquando la CIEC raggiunge dei traguardi con la firma di certe convenzioni e queste convenzioni poi non vengono ratificate dagli Stati.

##### 1.1. Circolazione di atti.

Si può anche adottare una visione più pragmatica affermando che una armonizzazione del diritto non è sempre indispensabile. Dopo tutto, sarà davvero importante per un cittadino spagnolo, polacco o turco che si trova a risiedere con la sua famiglia in Germania, in Italia o nei Paesi Bassi, che le regole della tenuta dei registri di stato civile non siano esattamente le stesse in tutti questi paesi o che le procedure per arrivare ad un divorzio cambino da un paese all'altro?

In realtà ciò che conta per una persona è che se deve presentare un documento di stato civile nel paese di residenza –ad esempio l'atto di nascita di uno dei suoi figli per l'iscrizione scolastica- il certificato che gli viene rilasciato dalle sue autorità nazionali venga accettato senza troppe formalità od ostacoli amministrativi. Inversamente, se la stessa persona divorzia nei Paesi Bassi o in Francia, ciò che gli importa è di non risultare più di stato civile coniugato in Spagna o in Turchia.

L'essenziale per il cittadino è che gli atti e le decisioni che riguardano la sua persona ed i suoi legami famigliari possano avere una portata ed una efficacia internazionale. Dunque se le persone si devono spostare, bisogna che i documenti e le decisioni che le riguardano possano allo stesso modo circolare senza ostacoli da un paese all'altro. Ed è proprio questa visione pragmatica che la CIEC ha sviluppato in molte delle sue convenzioni che hanno lo scopo di permettere la circolazione degli atti e delle decisioni.

##### 1.2. Riconoscimento e comprensione degli atti.

È fondamentale, inoltre, che affinché un atto possa circolare all'estero e produrre il suo effetto, esso debba essere prima riconosciuto nel paese dove è stato formato e, per raggiungere tale obiettivo, la CIEC ha elaborato un certo numero di convenzioni destinate a facilitare o a semplificare questo riconoscimento, prevedendo anche una dispensa da ulteriori legalizzazioni. Ma, ancor più prosaicamente, un atto redatto in un paese può produrre il suo effetto – anche se riconosciuto teoricamente ed astrattamente – soltanto se le autorità straniere dell'altro paese saranno in grado di comprenderlo; per questo la CIEC ha creato degli

strumenti grazie ad una tecnica originale per facilitare la comprensione di atti stranieri, ovverosia le formule plurilingue, senza le quali sarebbe obbligatorio per l'interessato far tradurre l'atto stesso da un traduttore ufficiale con spese onerose e con perdita di tempo.

### 1.3. Collaborazione fra Stati e informazione reciproca.

Gli sforzi intrapresi per la circolazione degli atti e per la loro comprensione all'estero presentano, come si è visto, sicuri vantaggi per chi se ne deve servire. Ciò tuttavia non basta: se si vuole sviluppare una collaborazione a livello di Stati, bisogna che le autorità competenti di un paese sappiano ciò che fanno o le informazioni che hanno le autorità di un altro paese e che possano intervenire su ciò che è stato fatto da queste ultime. Gli atti formati sono riconosciuti mutuamente, ma se non si possono comprendere il rischio è quello di arrivare a delle contraddizioni. Inoltre, in molti casi, si tratta di completare, rettificare o modificare questi atti.

Per andare più avanti nella cooperazione internazionale, è dunque necessario assicurare una informazione reciproca. Ed è quello che è stato realizzato dato che la maggior parte delle convenzioni CIEC comportano disposizioni che prevedono che le autorità competenti di uno Stato membro siano tenute a fornire o d'ufficio o su richiesta informazioni alle autorità di un altro Stato membro.

Tale obbligo di informazione si ritrova talvolta come complemento di disposizioni principali di una convenzione che ha la sua completa efficacia proprio con l'informazione (ad esempio, n. 12 e 18). Ma lo scambio di informazione è anche spesso l'oggetto principale se non esclusivo di numerose convenzioni elaborate dalla CIEC, delle quali alcune prevedono l'informazione reciproca con la consegna di documenti su richiesta sia di una autorità (ad es. n. 2, 14, 17, 22, 24, 27 e 28) sia di un privato (ad es., n. 1, 16, 20, 21, 27 e 28) mentre altre convenzioni prevedono un invio automatico di una informazione (ad esempio, n. 3 e 23, 8, 9 e 26).

## 2. Convenzioni sullo scambio internazionale di informazioni in materia di stato civile.

Nell'ambito del seminario che ci vede riuniti quest'anno a Otzenhausen, conviene senza dubbio trattare maggiormente le convenzioni il cui oggetto è la trasmissione automatica di informazioni in materia di stato civile, vale a dire le Convenzioni n. 3, 23 e 26.

### 2.1. Convenzione n. 3 e Protocollo aggiuntivo (Convenzione n. 23).

Parliamo innanzitutto della Convenzione n. 3 riguardante lo scambio internazionale di informazioni in materia di stato civile, firmata ad Istanbul il 4 settembre 1958 e che è in vigore in undici paesi (Germania, Austria, Belgio, Spagna, Francia, Italia, Lussemburgo, Olanda, Polonia, Portogallo e Turchia). Visto che la maggioranza dei partecipanti proviene da Stati contraenti, ricordo semplicemente, per memoria, che la Convenzione di Istanbul prevede che un ufficiale di stato civile che esercita le sue funzioni nel territorio di uno stato contraente e che forma pertanto un atto di matrimonio o di morte, ne dia avviso all'ufficiale di stato civile del luogo di nascita di ognuno dei congiunti per quanto riguarda il matrimonio e del luogo di nascita del defunto per quanto riguarda l'atto di morte.

Ricordo inoltre, che la Convenzione n. 3 è stata completata da un Protocollo aggiuntivo (Convenzione n. 23) firmato a Patras il 6 settembre 1989, allo scopo di consentire un funzionamento più facile della Convenzione, di assicurare la riservatezza delle notizie trasmesse e di aggiungere – per venire incontro ai desiderata dei nuovi Stati contraenti – quattro nuove lingue (inglese, greco, portoghese e spagnolo) alle cinque (francese, tedesco, italiano, olandese e turco) già utilizzate nelle cartoline postali allegata alla Convenzione adottata quarant'anni prima. Ad eccezione del Lussemburgo, della Polonia, del Portogallo e della Turchia che la devono ancora ratificare, la Convenzione n. 23 è in vigore in tutti gli altri Stati parti della Convenzione n. 3.

### 2.2 Convenzione n. 26

Già durante le trattative che hanno portato al Protocollo aggiuntivo di Patras, la sezione turca della CIEC aveva richiesto di allargare l'oggetto della Convenzione n. 3 per estendere lo scambio automatico di informazioni ad altri atti di stato civile. Questa domanda non aveva sollevato l'entusiasmo di tutti gli Stati, tuttavia dei lavori sono stati intrapresi ed hanno condotto alla nuova Convenzione riguardante lo scambio di informazioni in materia di stato civile, che porta il n. 26 nella numerazione CIEC e che, a tempo dovuto, dovrà sostituire la Convenzione n. 3 di Istanbul.

Firmata a Neuchâtel il 12 settembre 1997 da cinque Stati (Francia, Grecia, Italia, Portogallo e Turchia), la Convenzione n. 26 entra in vigore il 1. dicembre 2004 fra la Francia e la Turchia e a partire da tale data sostituirà tra i due Stati la Convenzione n.3.

### 2.2.1. Atti della Convenzione n. 26 per lo scambio di informazioni.

La Convenzione n. 26 estende il campo di applicazione della Convenzione n. 3, dato che lo scambio automatico di informazione riguarda ora non soltanto i matrimoni ed i decessi ma altresì gli scioglimenti di matrimonio e i riconoscimenti, come anche le rettificazioni degli atti di nascita, di matrimonio, di morte e di riconoscimento.

- La Convenzione n. 26 dispone che quando un ufficiale di stato civile di uno Stato contraente registra un matrimonio, un divorzio (o qualsiasi altra forma di dissoluzione, inesistenza o annullazione di matrimonio), un decesso o un riconoscimento nei suoi registri, ne dà informazione all'ufficiale di stato civile di un altro stato contraente presso il quale viene tenuto l'atto di nascita e/o l'atto di matrimonio dell'interessato, oppure del suo coniuge (art. 1, 2, 3 e 4). Le comunicazioni previste sono fatte tra ufficiali di stato civile che sono depositari di atti relativi alla persona di cui trattasi e non tengono dunque conto della cittadinanza di questa.
- Per quanto riguarda la comunicazione di rettifiche, la Convenzione n. 26 prevede (art. 5) l'invio di un estratto rettificato agli ufficiali di stato civile che detengono altri atti della persona in questione (si tratta non solamente della persona direttamente citata nell'atto ma anche di quella il cui atto di stato civile può essere modificato o completato di conseguenza). Tali disposizioni completano la Convenzione n. 9 relativa alle decisioni di rettifica degli atti di stato civile, tenendo presente che le decisioni di rettifica oggetto di queste due Convenzioni sono quelle che hanno lo scopo di riparare un'errore materiale e non quelle di modificare dello stato della persona.

### 2.2.2. Autorità coinvolte nello scambio di informazioni.

Per quanto riguarda le autorità, conviene sottolineare che la Convenzione n. 26 presenta anche una estensione rispetto alla Convenzione n. 3. La nuova Convenzione copre tutti gli ufficiali di stato civile di un paese contraente mentre la Convenzione n. 3 si riferiva soltanto agli ufficiali territoriali di tali paesi. Include quindi gli agenti diplomatici e consolari che esercitano la funzione di ufficiale di stato civile.

### 2.2.3. Modelli uniformi.

Per ultimo, la Convenzione n. 26 procede allo scambio di informazioni con l'invio di 8 formulari uniformi che sono allegati alla Convenzione. Paragonati alle formule allegate ad altre convenzioni, questi modelli sono più semplici e più completi in quanto contengono più enunciazioni ed informazioni. Gli avvisi o gli estratti non sono più plurilingue –non comportano pertanto più tutte le traduzioni nelle differenti lingue, che occupavano tantissimo spazio sui formulari ed erano sovente fonte di errori di battitura- ma vengono redatti unicamente nella lingua dell'autorità che rilascia il documento e ogni enunciazione è corredata di un codice introdotto dalla Convenzione n. 25, firmata a Bruxelles il 6 settembre 1995.

La presentazione delle formule annesse alla Convenzione n. 26 e la codifica delle enunciazioni ivi contenute hanno lo scopo di facilitare la circolazione e la comprensione dei documenti, in particolare perchè questi documenti possono così avvantaggiarsi dei progressi dell'informatica e delle nuove tecnologie della comunicazione. Le nuove formule possono essere integrate più facilmente nei programmi informatici e ciò dovrebbe consentire, con il tempo, di ottenere una traduzione automatica e quasi istantanea del documento straniero, una volta che tutte le enunciazioni e la codifica saranno state introdotte in questi programmi.

## 3. Problemi specifici posti dalle Convenzioni sullo scambio internazionale di informazioni in materia di stato civile.

L'elaborazione di una convenzione sullo scambio internazionale di informazioni comporta numerosi problemi specifici e di varia natura.

3.1. Il primo problema dello scambio automatico di informazioni è legato all'**organizzazione stessa dei servizi di stato civile** nei diversi paesi e all'interesse più o meno grande che questi manifestano per un aggiornamento degli atti che riguardano un cittadino. Ciò si riscontra nel trattare atti nazionali ma è ancora più evidente quando si tratta di atti stranieri.

C'è innanzitutto uno Stato membro della CIEC –il Regno Unito- che non aggiorna mai gli atti di una persona sia che l'evento o la decisione avvenga all'interno del paese o all'estero. Non esiste dunque nessun interesse a ricever informazioni dall'estero e nemmeno ad inviarne poiché ciò rappresenterebbe un carico di lavoro unilaterale troppo pesante per gli ufficiali di stato civile.

Altri paesi della CIEC aggiornano gli atti di stato civile. Ma anche in questo caso, l'aggiornamento viene effettuato in modi diversi:

"Die justizielle Zusammenarbeit und die Rechtssysteme in Zivilsachen. Regelungsdefizite bei statusrechtlichen Veränderungen im Familienrecht und grenzüberschreitender Informationsbedarf über entsprechende Änderungen"

- alcuni paesi, ad esempio Francia, Croazia, Spagna, Italia, centralizzano tutte le informazioni di stato civile di una persona su un solo atto che è l'atto di nascita;
- altri paesi centralizzano tutte le informazioni di stato civile dei membri di una famiglia su un registro di famiglia (Turchia);
- altri paesi ancora non centralizzano informazioni su un atto o un registro, ma iscrivono sull'atto di nascita tutte le informazioni ulteriori riguardanti la filiazione ed il decesso dell'interessato e, sull'atto di matrimonio, le decisioni relative al legame coniugale o alla sua dissoluzione.

Bisogna però precisare subito che, anche se l'aggiornamento di atti nazionali viene fatto per lo più in maniera automatica quando un altro atto formato in patria deve essere completato da una annotazione successiva, lo stesso non vale per un atto formato all'estero, neppure per una decisione nazionale, di divorzio ad esempio. In questi ultimi casi, la trascrizione o l'aggiornamento di atti avviene quasi sempre su richiesta dell'interessato, anche molto tempo dopo, e pochi Stati prevedono un obbligo in questo senso. E quando viene richiesta la trascrizione o l'iscrizione dell'atto straniero, essa viene eseguita sia presso il luogo di domicilio o dell'ultimo domicilio, sia in un registro speciale tenuto in un servizio particolare, che quasi sempre è nella capitale del paese, o a Nantes nel caso della Francia.

Si vede dunque che anche quando i paesi provvedono ad aggiornare gli atti, e che di conseguenza sono interessati teoricamente a ricevere delle informazioni provenienti dall'estero, non hanno sempre ed in tutti i casi lo stesso interesse, perché diverso è il loro sistema nazionale di tenuta dei libri di stato civile: l'interesse varia notevolmente a seconda dell'avvenimento o della decisione presa e secondo l'atto di cui sono in possesso.

**3.2.** Un secondo problema riguarda [le informazioni che dovrebbero formare oggetto di una comunicazione automatica](#). Anche qui abbiamo delle difficoltà.

Talvolta si tratta di una obiezione di principio in quanto secondo alcuni Stati sono gli interessati che sono tenuti ad informare dei cambiamenti intervenuti all'estero e che li riguardano, oppure che le informazioni sullo stato civile non possono essere trasmesse automaticamente perché riguardano dati privati di una persona. Questi sono paesi che non intendono sottoscrivere un accordo internazionale e se praticano uno scambio automatico di atti di stato civile, lo effettuano solo in ambito di relazioni bilaterali limitandolo ad alcuni atti.

Talvolta l'obiezione è più selettiva: si rifiuta la trasmissione automatica di questo o quell'atto, di questa o quella decisione, o non si è interessati a ricevere questa o quell'altra comunicazione perché non appare interessante per il proprio sistema di tenuta di libri di stato civile. Per una Convenzione internazionale è invece necessario trovare un accordo sulle informazioni che conviene scambiare e scegliere quelle che sono suscettibili di interesse per la maggior parte dei paesi.

Quando si è trovato il compromesso sulla natura delle informazioni, resta ancora da elaborare il modello uniforme che servirà per lo scambio delle informazioni e da concordare quali enunciazioni dovranno apparire, cosa che non manca certo di sollevare altre difficoltà a causa delle divergenti disposizioni legislative. Così, un ordinamento nazionale non prevede o addirittura impedisce alcune menzioni (ad esempio, l'indicazione dei nomi dei genitori su alcuni documenti italiani) mentre quelle stesse menzioni sono indispensabili per altri paesi. Altre legislazioni nazionali (Belgio e Paesi Bassi) non permettono, in certi casi, l'inserimento di informazioni nelle rubriche predeterminate perché queste ultime usano delle parole distinte secondo il sesso (come padre, madre, marito, moglie, sposo, sposa) e desidererebbero sostituirle con termini neutri, cosa che non è accettata da altri paesi, o che non possono accettarla perché non esistono nella loro lingua termini neutri.

**3.3.** Una volta trovato il consenso sulle informazioni da scambiare, vi è da risolvere un ulteriore problema, quello di [determinare i destinatari delle informazioni](#). Perché è evidente che se si moltiplicano le informazioni da trasmettere in via automatica, si moltiplicano anche i destinatari e gli invii, con le difficoltà che possono risultarne in pratica.

Molte convenzioni della CIEC prevedono uno scambio di informazioni direttamente tra gli ufficiali di stato civile e, per le convenzioni n. 3 e 26, è stato privilegiato l'ufficiale di stato civile che ha redatto l'atto di nascita e quello che ha redatto l'atto di matrimonio essendosi ritenuto essere questi i destinatari più interessati. Ma se questa soluzione va bene per i paesi che hanno centralizzato le informazioni sull'atto di nascita, si deve anche evidenziare che questi due ufficiali di stato civile non sono i destinatari più adatti in tutti i casi ed in tutti i paesi.

"Die justizielle Zusammenarbeit und die Rechtssysteme in Zivilsachen. Regelungsdefizite bei statusrechtlichen Veränderungen im Familienrecht und grenzüberschreitender Informationsbedarf über entsprechende Änderungen"

Qualche esempio: per la Turchia, l'invio di informazioni dovrebbe essere destinato all'ufficiale di stato civile che tiene il registro di famiglia perchè è l'unico registro aggiornato; l'Ungheria preferirebbe che l'invio fosse fatto alle autorità consolari; il Belgio è più interessato a ricevere informazioni per persone che vivono in Belgio e non vede l'utilità di ricevere al comune di nascita delle notizie riguardanti il matrimonio o il divorzio, soprattutto se l'interessato non vive più in Belgio.

Pertanto se l'informazione non viene trasmessa ai destinatari giusti, lo scambio di notizie non ottiene lo scopo prefissato e le informazioni trasmesse vanno perse. Certo, si potrebbe pensare a ricorrere ad una disposizione da parte dello Stato affinché l'ufficiale di stato civile trasmetta a sua volta i dati ricevuti ad un altro collega che li potrebbe utilizzare; tuttavia per il futuro bisognerà sicuramente che ogni Stato indichi una autorità specifica quale destinatario maggiormente adatto a ricever questa o quella informazione.

3.4. Un ultimo problema che può venire sollevato è quello dell'[utilizzo delle informazioni ricevute](#), che già si pone per più di una Convenzione, ma che diventa più rilevante nel caso di Convenzioni sullo scambio internazionale di informazioni. Ed in effetti a che cosa serve uno scambio automatico di informazioni se il destinatario non può tenere conto della informazione ricevuta?

Alcune legislazioni prevedono che questo o quel aggiornamento non è fatto d'ufficio ma soltanto su richiesta degli interessati. Alcune legislazioni prevedono inoltre che alcuni atti o decisioni straniere non possano dare luogo ad una iscrizione senza un giudizio che venga emanato da un tribunale di Stato e che faccia prova di regolarità per quanto attiene al diritto di tale Stato. Così, l'invio di una comunicazione di dissoluzione di matrimonio in caso di divorzio, previsto dall'articolo 2 della Convenzione n. 26, non permetterà all'ufficiale destinatario di trascrivere questo divorzio, che richiederà l'esibizione della sentenza di divorzio accompagnato, se del caso, dal certificato previsto dal regolamento "Bruxelles II" o, in mancanza di questo, di una decisione di exequatur di tale sentenza, prevista in taluni Stati CIEC. Allo stesso modo, l'ufficiale di stato civile che riceve un estratto di atto di riconoscimento di un figlio (art. 3) non lo potrà trascrivere senza prima aver la conferma della validità del riconoscimento ai sensi della legge di quel paese (ad es. L'accordo della madre che secondo alcune legislazioni è obbligatorio). Infine, in alcuni Stati, l'annotazione di una rettifica fatta all'estero di un atto di nascita (art. 5) non potrà essere fatta senza un previo controllo giuridico.

È senz'altro per queste ragioni che gli Stati non sono riusciti ad inserire sia nella Convenzione n. 3 che nella Convenzione n. 26, l'obbligo di iscrivere le notizie ricevute dall'estero, e che ritroviamo in tutti e due testi le stesse disposizioni, cioè che l'informazione è usata dal destinatario secondo le leggi e i regolamenti interni, con la conseguenza che lo Stato destinatario deve impartire ai suoi ufficiali di stato civile le necessarie istruzioni.

Su tale argomento vorrei segnalare che nel corso dell'anno 2004, è stata realizzata un'inchiesta a titolo di statistica sulla applicazione delle Convenzioni, ossia n. 3 e 23, e che la Segreteria Generale della CIEC ha chiesto agli Stati di precisare, al momento della trasmissione dei risultati, quale utilizzo veniva fatto nel loro paese delle informazioni che si ricevevano in base alle suddette Convenzioni (annotazione marginale o ulteriore – trascrizione – nessun utilizzo – utilizzo diverso).

Pertanto le informazioni ricevute possono, a seconda degli Stati, essere utilizzate per l'aggiornamento dei registri di stato civile oppure no. Affinché lo scambio non sia inutile, le informazioni trasmesse in applicazione delle Convenzioni n. 3 e 26 non dovrebbero andare perse, anche quando non fosse possibile procedere ad una iscrizione automatica o quando è previsto un controllo giuridico; bisognerebbe quantomeno che venissero annotate a titolo di informazione o conservate nel modo ritenuto più adatto.

Si può già oggi vedere che i progetti di convenzioni attualmente allo studio relativi al riconoscimento del nome e delle partnership registrate prevedono allo stato attuale, l'iscrizione nei registri del nome riconosciuto e delle unioni la cui esistenza è riconosciuta.

## Conclusioni

In considerazione di tutte queste difficoltà risultanti in particolare dalle discussioni di progetti relativi ad un sempre più omogeneo ed armonico stato civile europeo dove sia consentito interagire per effettuare gli scambi da paese a paese per mezzo della nuova tecnologia, la CIEC ha deciso di rivedere diversi formulari. In questa prospettiva è anche prevista una revisione della Convenzione n. 26 e dei suoi allegati. Le sezioni nazionali degli Stati membri della CIEC sono attualmente invitate a presentare i loro suggerimenti sulle modifiche da apportare alle informazioni che sono oggetto di comunicazioni internazionali, sui destinatari da prescegliere e sull'utilizzo delle notizie ricevute, affinché lo scambio internazionale di informazioni risulti veramente utile. È già stato convenuto che la questione sarà iscritta all'ordine del giorno della prossima Assemblea Generale a marzo 2005.